

Accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française, et la Communauté germanophone  
relatif à l'implantation d'ordinateurs dans les écoles wallones

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment son article 92*bis*, modifié par la loi du 8 août 1988 et par la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi de réforme institutionnelles pour la Communauté germanophone du 31 décembre 1983, notamment l'article 55*bis*;

Considérant que cette disposition permet aux Communautés et aux Régions de conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la gestion conjointe de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun;

Considérant que la Région wallonne a fait du développement des télécommunications un objectif majeur de sa politique générale de relance économique;

Considérant que la réussite de cette politique implique notamment la formation des jeunes filles et des jeunes gens à l'utilisation des technologies nouvelles en matière de télécommunications;

Considérant que la Communauté française, dans la mise en œuvre du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et secondaire, a organisé le pilotage de l'enseignement;

Considérant que celui-ci implique notamment les échanges d'outils pédagogiques et d'épreuves d'évaluation et que ceux-ci seront puissamment favorisés par l'accès à un réseau de télécommunications rapide;

Considérant que la Communauté française a développé des serveurs pédagogiques et a raccordé les établissements d'enseignement secondaire au réseau Internet le 1<sup>er</sup> septembre 1997;

Considérant que l'usage des nouvelles technologies par chaque élève, au sein des établissements, est tout à la fois une ressource nouvelle pour l'apprentissage et une condition nécessaire d'une politique d'égalisation des chances;

Considérant que la Communauté germanophone veut promouvoir un enseignement ouvert sur le monde extérieur et favoriser les échanges avec des établissements scolaires étrangers;

Considérant que la Communauté germanophone a développé un serveur pédagogique expérimental et a raccordé les établissements d'enseignement secondaire et supérieur au réseau Internet au 1<sup>er</sup> janvier 1998;

Considérant dès lors qu'il paraît opportun de conclure un accord de coopération favorisant la formation aux technologies nouvelles en matière de télécommunication et de traitement de l'information;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 12 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 27 février 1998;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. La Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone conviennent d'assurer les synergies les plus efficaces entre la politique régionale de développement des télécommunications et de la filière économique qui l'accompagne et les politiques communautaires d'éducation des élèves aux nouvelles technologies de traitement de l'information et de télécommunication.

Art. 2. La Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone assureront aux établissements d'enseignement fondamental, secondaire et de promotion sociale, situés en Région wallonne, les moyens de former les élèves aux nouvelles technologies de traitement de l'information et de télécommunication.

Art. 3. Dès le 1<sup>er</sup> septembre 1998, chaque établissement d'enseignement secondaire ordinaire ou spécial, comptant plus de 200 élèves et situé en Région wallonne, pourra bénéficier d'un équipement complet dont les caractéristiques seront arrêtées de concert par les trois gouvernements sous réserve de respecter un cahier spécial des charges également mis au point de concert.

Lorsque des établissements d'enseignement de promotion sociale utilisent les mêmes locaux que des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice, l'équipement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> sera mis également à sa disposition, selon des modalités arrêtées respectivement par le Gouvernement de la Communauté française et par le Gouvernement de la Communauté germanophone.

Tous les coûts de mise à disposition, de maintenance et d'assurance contre les vols et dégradations de l'équipement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> seront pris en charge par la Région wallonne.

Sous réserve des possibilités budgétaires, les processeurs et les logiciels seront renouvelés régulièrement.

L'établissement pourra acquérir les parties d'équipement déclassé au prix de son coût résiduaire.

Art. 4. Les établissements bénéficiaires doivent remplir les conditions de qualité pédagogique suivantes :

\* disposer d'enseignants ayant acquis une formation relative à l'utilisation de l'informatique, aux multimédias et à l'utilisation pédagogique d'Internet;

\* inscrire dans leur projet d'établissement la participation à des échanges télématiques, à l'utilisation des banques d'outils pédagogiques des serveurs pédagogiques, conformément soit au décret de la Communauté française fixant les missions prioritaires de l'Education, soit aux règles relatives aux missions et à l'organisation de l'enseignement en vigueur en Communauté germanophone;

\* déposer un projet d'organisation d'activités pédagogiques assurant l'accès des élèves aux techniques modernes de traitement de l'information et de télécommunication et le mettre en œuvre.

Les modalités d'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont arrêtées par l'organe visé à l'article 7. Elles peuvent différer entre Communautés.

Art. 5. La Communauté française et la Communauté germanophone, chacune pour ce qui relève de ses compétences, organiseront la formation des membres du personnel, la présence dans chaque établissement d'une personne-ressource, la mise au point de serveurs pédagogiques, la collaboration à la réalisation de serveurs de documentation impliquant notamment le réseau des bibliothèques agréées.

Les deux Communautés, chacune pour ce qui relève de ses compétences, veilleront à ce que les serveurs pédagogiques qu'elles gèrent fournissent à leurs utilisateurs les informations sur l'activité culturelle, sociale, économique de la Région wallonne et des Communautés, sur leur histoire, leur géographie physique et humaine, leur patrimoine, leurs ressources et d'une manière générale sur tout ce qui peut contribuer à servir le développement culturel, économique et social de la Région et des Communautés.

Les deux Communautés, chacune pour ce qui relève de ses compétences, prendront en charge, directement ou indirectement, la connexion au réseau Internet ainsi que le coût des communications vers le réseau Internet.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, la Région wallonne met à disposition des deux Communautés, comme opérateur des services de type internet entre leurs établissements et services situés sur le territoire de la Région wallonne, celui retenu comme gestionnaire du réseau Win.

Art. 6. A la date du 1<sup>er</sup> septembre 1999, selon des modalités qui seront arrêtées de concert par les trois Gouvernements, un service analogue sera assuré aux établissements d'enseignement primaire, ordinaire et spécial, secondaire spécial autres que ceux visés à l'article 3 ainsi qu'aux établissements de promotion sociale, pour autant qu'ils organisent de l'enseignement du niveau secondaire.

Selon la taille des établissements, l'équipement sera confié aux établissements eux-mêmes ou à des centres de ressources communs à plusieurs établissements.

L'investissement consenti dans cette seconde phase sera du même ordre que celui réalisé dans la première phase, décrite en l'article 3.

Art. 7. Les trois Gouvernements créeront de concert un organe chargé de superviser la mise en œuvre du plan d'équipement, d'assurer, en fonction des possibilités budgétaires, son développement, notamment par le renouvellement des matériels et de favoriser la requalification d'équipements informatiques non obsolètes au profit de l'enseignement.

L'organe aura aussi la mission d'adresser aux trois Gouvernements, d'initiative ou sur leur demande, tout avis ou proposition de nature à rencontrer les objectifs définis à l'article 1<sup>er</sup>.

L'organe comprendra des représentants des trois Gouvernements et de leurs administrations compétentes ainsi qu'à titre consultatif, des représentants des organes de représentation et de coordination des réseaux d'enseignement.

Art. 8. Les trois Gouvernements créeront de concert et, autant que faire se peut, en collaboration avec la Région de Bruxelles-capitale, une fondation destinée à recevoir les contributions volontaires des entreprises. La fondation sera associée, selon des modalités dont conviendront les trois Gouvernements, à la gestion de l'organe créé en application de l'article 7.

Art. 9. Dans l'attente de la mise sur pied de l'organe visé à l'article 7, un comité d'accompagnement du présent accord assumera ses charges et prérogatives.

Le comité d'accompagnement comprend :

- 3 représentants du Gouvernement wallon;
- 2 représentants du Gouvernement de la Communauté française;
- 1 représentant du Gouvernement de la Communauté germanophone.

Sont associés, avec voix consultative, un représentant respectivement du Ministère de la Région wallonne, du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, du Ministère de la Communauté française et du Ministère de la Communauté germanophone.

Le comité d'accompagnement entend, quand il l'estime nécessaire, des représentants des organes de représentation et de coordination des réseaux d'enseignement, à titre d'experts.

Art. 10. Le Gouvernement de la Région wallonne, le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Communauté germanophone, chacun pour ce qui le concerne, soumettent le présent accord à la sanction de leur Parlement dans les six mois de sa signature.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

R. COLLIGNON

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,

J. MARAITE

La Ministre-Présidente de la Communauté française chargée de l'Éducation,

Mme L. ONKELINX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 3332

[C — 98/27673]

**26. NOVEMBER 1998 — Dekret zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Installierung von Computern in den wallonischen Schulen (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Das am 19. Februar 1998 abgeschlossene Kooperationsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Installierung von Computern in den wallonischen Schulen wird genehmigt.

**Art. 2** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.  
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 26. November 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens  
und der Internationalen Beziehungen,  
W. ANCION

—  
Note

(1) *Sitzung 1998-1999.*  
*Dokumente des Rats.* — Nr. 410 (1997-1998), Nr. 1 und 2.  
*Ausführliches Sitzungsprotokoll.* — Öffentliche Sitzung vom 18. November 1998. — Diskussion und Abstimmung.

—  
Kooperationsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft  
und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die installierung von computern in den schulen

Aufgrund des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980, insbesondere Artikel 92*bis*,  
abgeändert durch die Gesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige  
Gemeinschaft, insbesondere Artikel 55*bis*;

In Erwägung, daß diese Bestimmung es Gemeinschaften und Regionen ermöglicht, Zusammenarbeitsabkommen  
abzuschließen, die sich insbesondere auf die gemeinsame Verwaltung von Diensten und Einrichtungen, die  
gemeinsame Ausübung eigener Zuständigkeiten oder die Entwicklung gemeinsamer Initiativen beziehen;

In Erwägung, daß die Wallonische Region den Ausbau der Telekommunikation zu einem prioritären Ziel ihrer  
allgemeinen Wirtschaftspolitik erklärt hat;

In Erwägung, daß der Erfolg dieser Politik insbesondere von der Ausbildung von Jungen und Mädchen im Bereich  
neuer Telekommunikationstechnologien abhängt;

In Erwägung, daß die Französische Gemeinschaft in Ausführung ihres Dekrets vom 24. Juli 1997 über die  
vorrangigen Aufgaben des Grund- und Sekundarschulwesens eine Steuerung des Unterrichts vorgenommen hat;

In Erwägung, daß dies insbesondere den Austausch von pädagogischen Mitteln und Evaluierungsprüfungen  
beinhaltet und diese durch den Zugang zu einem schnellfunktionierenden Telekommunikationsnetz gefördert werden;

In Erwägung, daß die Französische Gemeinschaft Schulserver entwickelt und die Sekundarschulen zum  
1. September 1997 an das Internet angeschlossen hat;

In Erwägung, daß die Nutzung neuer Technologien durch alle Schüler innerhalb der Schulen sowohl ein neues  
Lernmittel als auch eine Voraussetzung für eine Politik der Chancengleichheit darstellt;

In Erwägung, daß die Deutschsprachige Gemeinschaft im Schulwesen die Öffnung nach außen und den Austausch  
mit ausländischen Schulen fördern möchte;

In Erwägung, daß die Deutschsprachige Gemeinschaft einen experimentellen Schulserver entwickelt und  
Sekundar- und Hochschulen zum 1. Januar 1998 an das Internet angeschlossen hat;

In Erwägung, daß es somit zweckmäßig erscheint, ein Kooperationsabkommen abzuschließen, das die Ausbildung  
in neuen Telekommunikations- und Datenverarbeitungstechnologien fördert;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 12. Februar 1998;  
Aufgrund der am 27. Februar 1998 durch den Haushaltsminister erteilten Zustimmung,  
schließen:

die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung,  
die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung, sowie  
die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung,

folgende Vereinbarung:

Artikel 1 - Die Wallonische Region, die Französische Gemeinschaft und die Deutschsprachige Gemeinschaft vereinbaren, möglichst wirksame Synergien zwischen regionaler Entwicklungspolitik im Telekommunikationsbereich und den damit verbunden Wirtschaftszweigen sowie den bildungspolitischen Bemühungen der Gemeinschaften, die Schüler mit den neuen Informations- und Telekommunikationstechnologien vertraut zu machen, herzustellen.

Art. 2 - Die Wallonische Region, die Französische Gemeinschaft und die Deutschsprachige Gemeinschaft stellen den in der Wallonischen Region gelegenen Grundschulen, Sekundarschulen und Fortbildungsinstituten die notwendigen Mittel zur Verfügung, um Schülern die neuen Informations- und Telekommunikationstechnologien zu vermitteln.

Art. 3 - Mit Wirkung zum 1. September 1998 kann jede in der Wallonischen Region gelegene Regel- oder Sondersekundarschule mit über 200 Schülern eine vollständige Einrichtung erhalten, deren Eigenschaften durch die Regierungen unter Berücksichtigung eines gemeinsam erstellten Sonderlastenheftes festgelegt werden.

Nutzen Fortbildungsinstitute die gleichen Räumlichkeiten wie die Vollzeit-Sekundarschulen, so wird die in Absatz 1 aufgeführte Einrichtung nach Maßgabe der jeweils von der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft erlassenen Bestimmungen auch diesen Fortbildungsinstituten zur Verfügung gestellt.

Sämtliche Bereitstellungs-, Wartungs- und Versicherungskosten gegen Diebstahl und Beschädigung der in Absatz 1 aufgeführten Einrichtungen werden von der Wallonischen Region getragen.

Vorbehaltlich der Haushaltsmöglichkeiten werden Prozessoren und Software regelmäßig erneuert.

Die ausgemusterten Teile der Einrichtung können von den Schulen und Bildungseinrichtungen gegen Zahlung des Restwertes erworben werden.

Art. 4 - Anspruchsberechtigte Schulen müssen bezüglich der pädagogischen Qualität folgende Bedingungen erfüllen:

— über Lehrkräfte verfügen, die eine Ausbildung in Informatiknutzung, Multimediaanwendung und pädagogischer Internetnutzung absolviert haben;

— in ihrem Schulprojekt Telematik-Austauschaktivitäten sowie den Gebrauch pädagogischer Datenbanken der Schulserver vorsehen, gemäß dem Dekret der Französischen Gemeinschaft bezüglich der prioritären Aufgaben der Schule beziehungsweise gemäß den Regelungen bezüglich der Aufgaben und der Organisation der Schulen, die in der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Kraft sind;

— einen Organisationsplan hinterlegen für pädagogische Tätigkeiten, die den Zugang der Schüler zu modernen Informations- und Telekommunikationstechnologien gewährleisten, und dessen Umsetzung sichern.

Die Anwendungsbestimmungen des ersten Absatzes werden durch das in Artikel 7 aufgeführte Organ bestimmt. Sie können in den beiden Gemeinschaften voneinander abweichen.

Art. 5 - In ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereichen gewährleisten die Französische Gemeinschaft und die Deutschsprachige Gemeinschaft die Ausbildung des Personals, die Anwesenheit einer mit der Einrichtung vertrauten Person in jeder Schule, die Entwicklung von Schulservern sowie die Zusammenarbeit bei der Einrichtung von Dokumentationsservern, die insbesondere das Netz der anerkannten Bibliotheken einbeziehen.

In ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereichen tragen die beiden Gemeinschaften dafür Sorge, daß die von ihnen betriebenen Schulserver Informationen über kulturelle, soziale und wirtschaftliche Aktivitäten aus der Wallonischen Region und den Gemeinschaften vermitteln. Die Schulserver informieren über die jeweilige Geschichte, Geografie, Kulturgüter und Entwicklungsmöglichkeiten, sowie in allgemeinerer Form über alle Maßnahmen, die zur kulturellen, wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung der Region und Gemeinschaften beitragen können.

In ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereichen übernehmen beide Gemeinschaften die mittelbare oder unmittelbare Internetverbindung sowie die internetbedingten Kommunikationskosten.

Ab 1. Januar 1999 stellt die Wallonische Region beiden Gemeinschaften den Netzbetreiber des WIN als Internet-Provider für in der Wallonischen Region gelegene Schulen und Dienste zur Verfügung.

Art. 6 - Gemäß den von den drei Regierungen gemeinsam zu treffenden Bestimmungen wird mit Wirkung zum 1. September 1999 ein entsprechendes Ausrüstungsangebot für die Regelgrundschulen, Sondergrundschulen, die Sondersekundarschulen, die nicht die Bedingungen von Artikel 3 erfüllen, und die Fortbildungsinstitute, sofern sie Unterrichte auf Sekundarschulniveau anbieten, eingerichtet.

Die Ausrüstungen werden je nach Größe der Schulen den Schulen selbst oder gemeinsam von mehreren Schulen betriebenen Ausrüstungszentren überlassen.

Die in dieser zweiten Phase bewilligte Investition entspricht in ihrem Umfang der in Artikel 3 beschriebenen ersten Phase.

Art. 7 - Die drei Regierungen errichten gemeinsam ein Organ, das mit der Überwachung der Durchführung des Ausrüstungsplans beauftragt wird und nach Maßgabe der haushaltstechnischen Möglichkeiten dessen weitere Entwicklung sicherstellt, insbesondere durch Wiederverwertung nicht veralteter EDV-Ausrüstungen zugunsten des Unterrichtswesens.

Daneben ist es Aufgabe des Organs, den drei Regierungen - aus eigener Initiative oder auf deren Ersuchen hin - Empfehlungen oder Vorschläge zu unterbreiten, die geeignet sind, die in Artikel 1 aufgeführten Zielsetzungen zu erfüllen.

Dieses Organ umfaßt Vertreter der drei Regierungen und ihrer zuständigen Verwaltungen sowie als Berater Vertreter der Schulnetze.

Art. 8 - Die drei Regierungen gründen gemeinsam, und falls möglich in Zusammenarbeit mit der Region Brüssel-Hauptstadt, eine Stiftung die freiwillige Beiträge von Betrieben erhalten kann. Die Stiftung wird gemäß von den drei Regierungen festzulegenden Bestimmungen an der Leitung des in Anwendung von Artikel 7 gebildeten Organs beteiligt.

Art. 9 - Bis zur Einrichtung des in Artikel 7 vorgesehenen Organs nimmt ein Begleitausschuß gemäß den Bestimmungen dieses Abkommens dessen Aufgaben und Vorrechte wahr.

Der Begleitausschuß umfaßt:

- 3 Vertreter der Wallonischen Regierung;
- 2 Vertreter der Regierung der Französischen Gemeinschaft;
- 1 Vertreter der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Mit beratender Stimme sind je ein Vertreter des Ministeriums der Wallonischen Region, des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstungs- und Transportwesen, des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft sowie des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft vertreten.

Wenn er es für notwendig erachtet, kann der Begleitausschuß Vertreter der Schulnetze als Sachverständige anhören.

Art. 10 - Die Regierung der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft unterbreiten dieses Abkommen innerhalb von sechs Monaten nach Unterzeichnung ihren jeweiligen Parlamenten zur Abstimmung.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
R. COLLIGNON,

Der Ministerpräsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft,  
J. MARAITE

Der Ministerpräsidentin der Französischen Gemeinschaft und zuständig für Unterricht,  
Frau. L. ONKELINX

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 3332

[C - 98/27673]

**26 NOVEMBER 1998.** — **Decreet houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de installatie van computers in de Waalse onderwijsinrichtingen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Het op 19 februari 1998 gesloten samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de installatie van computers in de Waalse onderwijsinrichtingen, is goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Eupen, 26 november 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

—  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

*Stukken van de Raad.* — 410 (1997-1998) nrs. 1 en 2.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 18 november 1998. — Bespreking en stemming.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap  
betreffende de installatie van computers in de Waalse Onderwijsinrichtingen

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92*bis*, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55*bis*;

Overwegende dat voormeld artikel 92*bis* de Gemeenschappen en Gewesten toelaat samenwerkingsakkoorden te sluiten die onder meer betrekking hebben op het gezamenlijk beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden, of op de gemeenschappelijke ontwikkeling van initiatieven;

Overwegende dat het Waalse Gewest de ontwikkeling van telecommunicatie als een prioriteit beschouwt in het kader van zijn algemeen beleid voor economische heropleving;

Overwegende dat de goede afloop van dit beleid o.a. vooropstelt dat de jongens en meisjes een opleiding volgen om zich de nieuwe technologieën inzake telecommunicatie eigen te maken;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap de sturing van het onderwijs heeft georganiseerd op grond van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs;

Overwegende dat die sturing o.a. uitwisselingen van pedagogische hulpmiddelen en evaluatieproeven inhoudt, die aanzienlijk bevorderd zullen worden dankzij de toegang tot een efficiënt telecommunicatie-netwerk;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap pedagogische servers heeft ontwikkeld en de inrichtingen van het secundair onderwijs op 1 september 1997 op het Internet heeft aangesloten;

Overwegende dat het gebruik van nieuwe technologieën binnen de onderwijsinrichtingen een bijkomend hulpmiddel is voor de opleiding van de leerlingen, alsmede een voorwaarde voor een gelijke-kansenbeleid;

Overwegende dat de Duitstalige Gemeenschap zowel een op de buitenwereld gericht onderwijs als uitwisselingen met buitenlandse onderwijsinrichtingen tracht te bevorderen;

Overwegende dat de Duitstalige Gemeenschap een experimentele pedagogische server heeft ontwikkeld en de inrichtingen van het secundair en hoger onderwijs op 1 januari 1998 op het Internet heeft aangesloten;

Overwegende dat het derhalve geschikt lijkt een samenwerkingsakkoord te sluiten om de opleiding voor nieuwe technologieën inzake telecommunicatie en informatieverwerking te bevorderen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 februari 1998,

Zijn :

de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,  
de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, en  
het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering,

overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap hebben besloten om nauwe samenwerkingsverbanden tot stand te brengen tussen het gewestelijk beleid inzake de telecommunicatie-ontwikkeling, de daarmee gepaard gaande economische filière en de gemeenschappelijke beleidsvormen inzake de opleiding van leerlingen voor nieuwe technologieën van informatieverwerking en telecommunicatie.

Art. 2. Het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap zullen de in het Waalse Gewest gelegen inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie, de nodige middelen ter beschikking stellen om de leerlingen op te leiden voor nieuwe technologieën inzake informatieverwerking en telecommunicatie.

Art. 3. Vanaf 1 september 1988 zal elke inrichting van het gewoon of buitengewoon secundair onderwijs die meer dan 200 leerlingen telt en in het Waalse Gewest gelegen is, kunnen beschikken over een volledige uitrusting waarvan de kenmerken in samenspraak door de drie Regeringen zullen worden vastgesteld met inachtneming van een gezamenlijk opgemaakt bestek.

Inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie die dezelfde lokalen gebruiken als inrichtingen van het secundair onderwijs met volledig leerplan, kunnen onder de door de Regering van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap bepaalde voorwaarden eveneens gebruik maken van de in het eerste lid bedoelde uitrusting.

Alle kosten m.b.t. de terbeschikkingstelling, het onderhoud en de verzekering tegen diefstal en beschadiging van de in het eerste lid bedoelde uitrusting worden door het Waalse Gewest gedragen.

De processors en de software zullen regelmatig vernieuwd worden, voor zover de begrotingsmiddelen het toelaten.

De onderwijsinrichtingen kunnen afgedankte uitrustingsstukken verwerven tegen de residuwaarde ervan.

Art. 4. De begunstigde inrichtingen moeten voldoen aan de volgende pedagogische kwaliteitsnormen :

— ze moeten beschikken over leerkrachten die een opleiding hebben gevolgd voor het gebruik van informatica en multimedia, alsmede voor het pedagogische gebruik van Internet;

— hun project moet voorzien in deelneming aan telematische uitwisselingen alsook in het gebruik van databanken van pedagogische hulpmiddelen van de pedagogische servers, overeenkomstig hetzij het decreet van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de prioritaire taken van het Onderwijs, hetzij de regels betreffende de opdrachten en de organisatie van het onderwijs die van kracht zijn in de Duitstalige Gemeenschap;

— ze moeten een project indienen en uitvoeren m.b.t. de organisatie van pedagogische activiteiten die de leerlingen toegang verlenen tot de moderne technieken i.v.m. informatieverwerking en telecommunicatie.

De regels voor de toepassing van het eerste lid worden bepaald door het in artikel 7 bedoelde orgaan. Ze kunnen al naar gelang de Gemeenschap verschillen.

Art. 5. De Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap zijn, ieder binnen haar bevoegdheden, belast met de organisatie van de opleiding van de personeelsleden. Ze moeten zorgen voor de aanwezigheid van een resource-persoon in elke inrichting en voor de ontwikkeling van pedagogische servers; ze moeten ook meewerken aan de verwezenlijking van documentatieservers, met o.a. het netwerk van de erkende bibliotheken.

Beide Gemeenschappen moeten, ieder binnen haar bevoegdheden, ervoor zorgen dat de door hen beheerde pedagogische servers de gebruikers informatie verschaffen over de culturele, sociale en economische activiteiten van het Waalse Gewest en de Gemeenschappen, over hun geschiedenis, fysische en sociale aardrijkskunde, patrimonium, hulpbronnen en, in het algemeen, over alles dat kan bijdragen tot hun culturele, economische en sociale ontwikkeling.

Beide Gemeenschappen zullen, ieder binnen haar bevoegdheden, rechtstreeks of onrechtstreeks zorgen voor de Internet-verbinding en de desbetreffende communicatiekosten dragen.

Vanaf 1 januari 1999 wordt de beheerder van het Win-netwerk door het Waalse Gewest ter beschikking gesteld van beide Gemeenschappen om te fungeren als operator van Internet-diensten tussen hun inrichtingen en diensten die op het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen zijn.

Art. 6. Vanaf 1 september 1999 kunnen de inrichtingen van het gewoon en buitengewoon lager onderwijs en van het buitengewoon secundair onderwijs die niet onder de toepassing van artikel 3 vallen, alsook de inrichtingen voor sociale promotie, voor zover ze een opleiding van het secundair niveau organiseren, in aanmerking komen voor een gelijksoortige dienst onder de voorwaarden die de drie Regeringen gezamenlijk zullen bepalen.

Al naar gelang de omvang van de inrichtingen zal de uitrusting toevertrouwd worden aan de inzichten zelf of aan gemeenschappelijke hulpcentra die gemeen zijn aan verschillende inrichtingen.

Voor de tweede fase zal dezelfde investering worden toegestaan als voor de in artikel 3 omschreven eerste fase.

Art. 7. De drie Regeringen zullen gezamenlijk een orgaan oprichten dat belast zal worden met het toezicht op de uitvoering van het uitrustingsplan en, voor zover de begrotingsmiddelen het toelaten, met de ontwikkeling ervan, o.a. door de vernieuwing van het materieel. Het moet er ook voor zorgen dat de niet-obsolete informatica-uitrusting ten gunste van het onderwijs wordt gerecycleerd.

Het orgaan moet de drie Regeringen, op eigen initiatief of op hun verzoek, advies geven of voorstellen doen opdat de in artikel 1 omschreven doelen bereikt kunnen worden.

Het orgaan is samengesteld uit vertegenwoordigers van de drie Regeringen en van hun bevoegde besturen alsook, in de hoedanigheid van raadgever, uit vertegenwoordigers van de organen die de onderwijsnetten vertegenwoordigen en coördineren.

Art. 8. De drie Regeringen zullen gezamenlijk en, zoveel mogelijk in samenwerking met het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, een stichting oprichten die de vrijwillige bijdragen van bedrijven in ontvangst zal nemen. De stichting zal, onder de door de drie Regeringen bepaalde voorwaarden, betrokken worden bij het beheer van het krachtens artikel 7 opgerichte orgaan.

Art. 9. In afwachting van de oprichting van het in artikel 7 bedoelde orgaan worden zijn taken en prerogatieven waargenomen door een begeleidingscomité voor de opvolging van dit akkoord.

Het begeleidingscomité bestaat uit :

- 3 vertegenwoordigers van de Waalse Regering;
- 2 vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 1 vertegenwoordiger van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Het bestaat bovendien uit een vertegenwoordiger van het Ministerie van het Waalse Gewest, het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, het Ministerie van de Franse Gemeenschap en het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap, allen met raadgevende stem.

Als het comité het nuttig acht, hoort het vertegenwoordigers van de organen die de onderwijsnetten vertegenwoordigen en coördineren, in de hoedanigheid van deskundigen.

Art. 10. De Regering van het Waalse Gewest, de Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, ieder wat haar betreft, onderwerpen dit akkoord aan de bekrachtiging van hun Parlement binnen zes maanden na de ondertekening ervan.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
R. COLLIGNON

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,  
J. MARAITE

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap, bealt met Onderwijs,  
Mevr. L. ONKELINX